



La corruption et l'environnement

La corruption a de lourdes conséquences sur l'environnement, et certains secteurs, comme la sylviculture, la protection des espèces en danger, l'approvisionnement en eau, l'exploitation pétrolière, la pêche et la gestion des déchets dangereux, sont particulièrement vulnérables à cet égard.



Détournement de fonds lors de l'exécution de programmes environnementaux, grande corruption dans l'octroi de permis et de licences pour l'exploitation des ressources naturelles, versement de pots-de-vin à des fonctionnaires – la corruption a lieu à tous les niveaux. Elle permet également d'outrepasser ou de contourner les mesures de protection environnementale ou sociale.

S'ils sont dévastateurs du point de vue de l'environnement, ces actes ont également des incidences sur les moyens de subsistance des communautés locales dont l'existence est étroitement liée à l'environnement. Lorsque la corruption entraîne une perte de ressources et d'habitats et la destruction d'écosystèmes dont des milliards de personnes dépendent dans le monde, ce sont à la fois les populations et l'environnement qui en souffrent.

Cette fiche d'information montre en quoi les forêts et les ressources en eau, deux domaines essentiels pour l'équilibre de l'environnement et le bien-être de la société, sont constamment menacées par la corruption.

La corruption et le trafic de bois

Le trafic de bois représente de grosses sommes d'argent, et l'Asie du Sud-Est est la région la plus touchée par l'exploitation illicite. Abritant quelque 7 % des forêts anciennes du monde et de nombreuses espèces d'arbres qui ne se trouvent nulle part ailleurs, la région connaît le taux de déforestation le plus élevé de la planète, du fait en partie de l'abattage illicite¹. Les réseaux criminels organisés sont responsables d'une dégradation irréversible de l'environnement, qui se traduit notamment par une réduction sans précédent de la diversité biologique, la mise en danger des espèces menacées d'extinction et un accroissement des émissions de carbone qui contribue fortement au changement climatique. Ils privent les populations locales de leurs revenus et moyens de subsistance, creusent l'écart entre les puissants et les démunis, et limitent l'accès aux ressources et à la terre.

Surtout, la criminalité organisée alimente également la corruption dans la région. Les trafiquants ont souvent recours à la fraude doc-

umentaire pour transporter le bois illicite vers l'étranger, soit qu'ils déclarent un bois protégé comme étant une variété ordinaire ou falsifient les certificats d'origine, soient qu'ils achètent les documents nécessaires au transport du bois illégal auprès de fonctionnaires corrompus dans les pays d'origine.

Les criminels de cette région ont fréquemment recours à la corruption pour mener leurs activités, et ils s'attachent la complicité d'agents (gardes forestiers, représentants des autorités locales, agents des services de transport, de police et des douanes) tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de la forêt jusqu'au port.

L'Indonésie est particulièrement touchée. En raison de l'accroissement de la demande et de la baisse de l'offre de bois à l'échelle mondiale, le pays est l'une des principales sources d'approvisionnement en bois abattu illégalement. L'exploitation illégale en Indonésie compromet l'industrie légitime en faisant baisser le prix de la marchandise sur le marché mondial, et elle représente des milliards de dollars de pertes fiscales.

De nouveaux mécanismes de collaboration tels que REDD+ (programme sur la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement) peuvent créer des incitations financières en faveur d'une amélioration de l'application des réglementations forestières, mais ils doivent s'accompagner de mesures visant à réduire les risques de corruption.



La corruption et le secteur de l'eau

La corruption accroît les coûts de construction de l'infrastructure d'approvisionnement en eau dans une proportion pouvant atteindre 40 %, ce qui signifie que 12 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires chaque année à l'échelle mondiale pour donner aux populations accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires².

La corruption dans le secteur de l'eau constitue un problème majeur à de nombreux égards. Qu'elle soit utilisée pour produire de l'énergie, qu'elle soit bue ou qu'elle serve aux installations sanitaires, l'eau est un besoin fondamental de l'être humain.



Malheureusement, pour des millions de personnes, c'est aussi un besoin bien difficile à satisfaire quotidiennement. Alors que des fonds sont détournés par quelques-uns à des fins personnelles, la population ne dispose toujours que d'une eau polluée et dangereuse pour se laver, boire et préparer les repas.

Le secteur de l'eau est particulièrement vulnérable à la corruption pour plusieurs raisons, la première étant le nombre important d'acteurs concernés, notamment aux divers niveaux des secteurs public et privé. Lorsque de grosses sommes d'argent sont en jeu et que les procédures ne sont pas transparentes, la négociation de contrats, l'affectation de fonds, la conclusion d'accords et l'octroi de licences s'en ressentent.

La corruption dans le secteur de l'eau a également des répercussions directes sur l'environnement. Il arrive que des pots-de-vin soient versés pour que les évaluations de l'impact de projets sur l'environnement ne soient jamais connues. De même, le versement de pots-de-vin et le népotisme peuvent fausser l'octroi de licences pour l'élimination des déchets qui polluent les eaux de surface.

La corruption va au-delà du simple versement de pots-de-vin. L'exemple de la production vivrière met en évidence les répercussions considérables qu'elle peut avoir. L'eau est indispensable pour l'agriculture, mais lorsque les responsabilités sont prises à la légère, les puissantes entreprises agroindustrielles peuvent détourner les ressources en eau des petits agriculteurs qui sont tributaires des fleuves pour irriguer leurs cultures et gagner leur vie.

Par ailleurs, les grands projets d'infrastructure hydraulique tels que barrages, canaux, tunnels, puits et égouts sont également très lucratifs et très convoités. L'énergie hydroélectrique, par exemple, qui exige d'importants investissements et des travaux très complexes, est un domaine susceptible d'attirer des opérateurs sans scrupules et de donner lieu à des actes de corruption dans le processus de passation de marchés.

Que faire?

Non seulement la corruption nuit à l'environnement, mais elle frappe également de plein fouet les moins favorisés. Si les riches et les personnes ayant des relations bien placées se partagent les ressources et les bénéfices, la distribution inéquitable des ressources naturelles aggrave une situation déjà catastrophique pour beaucoup de gens.

La lutte contre la corruption doit permettre d'assurer un accès équitable à des ressources essentielles telles que l'eau et à un environ-

nement propre. Pour combattre cette forme de criminalité, il faut s'y attaquer en bloc, de tous les fronts (communautés, entreprises et autorités publiques), et élaborer des politiques qui favorisent la transparence, la responsabilité et l'intégrité.

Les gouvernements

À l'échelon international, d'importantes conventions ont été signées en matière de lutte contre la corruption, telles que la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

À l'échelon national, il est nécessaire de bien cerner et de combattre les points faibles qui sous-tendent la corruption dans les principales institutions, politiques et pratiques gouvernementales. Les autorités doivent améliorer les systèmes de réglementation en place afin de promouvoir des contrôles croisés standard qui permettent de prévenir les abus. En rendant public les critères, structures et procédures applicables à l'attribution de contrats et à la passation de marchés dans le cadre de grands projets d'infrastructure, il est possible de faire reculer la corruption.

Il faut également mettre fin à l'impunité. Une justice indépendante est cruciale pour l'élaboration, l'adoption et l'application de lois sur l'environnement. Les juges, procureurs et contrôleurs ont la responsabilité – et la capacité – de faire valoir que la loi doit être au service d'un développement durable et d'institutions efficaces.

Les gouvernements peuvent renforcer la responsabilité et l'intégrité des institutions et des décideurs, notamment en ayant activement recours à l'audit écologique et en faisant appliquer rigoureusement les lois. Ils devraient aussi tirer parti des nouveaux mécanismes de financement des mesures relatives au climat, tels que REDD+, pour concevoir des systèmes transparents, ouverts et responsables dans lesquels les acteurs nationaux et les investisseurs internationaux aient confiance.

Le secteur privé

Le secteur privé peut jouer un rôle déterminant en mettant à l'index les entreprises ayant des représentants ou des agents corrompus ou dont le comportement est contraire à l'éthique et en encourageant





la transparence dans les appels d'offres. Les entreprises devraient adopter des codes de conduite volontaires à la fois éthiques et viables qui contiennent des mesures de lutte contre la corruption et de protection de l'environnement. C'est ce qu'impose la morale, mais c'est aussi une bonne chose pour les affaires, dans la mesure où ces codes de conduite peuvent grandement contribuer à inspirer confiance au public et à améliorer la réputation de la marque.

Les populations et la société civile

Les organisations locales et les organisations de la société civile peuvent, depuis la base, exercer une pression pour que les gouvernements engagent des réformes. Cela permettrait de promouvoir la responsabilité, les fonctionnaires et les agents publics étant alors tenus de répondre de leurs actes, tant envers la hiérarchie qu'envers les pairs, les clients et les administrés.

Les symboles numérotés qui figurent dans le texte renvoient aux objectifs du Millénaire pour le développement correspondants.

Photos: Photo ONU/Mark Garten; Photo ONU/PAM/Phil Behan; Photo ONU/John Isaac; ONUDC.

Avertissement

L'original de la présente fiche n'a pas été revu par les services d'édition. Son contenu ne reflète pas nécessairement les vues ou la politique de l'ONUDC ou des organisations qui y contribuent, pas plus qu'il n'en vaut approbation. Les appellations employées dans la présente fiche et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'ONUDC, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

¹ The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.10.IV.6). Accessible (en anglais uniquement) à l'adresse: http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta/TOCTA_Report_2010_low_res.pdf.

² Programme des Nations Unies pour le développement, 2011. Lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau. Accessible à l'adresse: http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Anti-corruption/Corruption%20and%20water_french.pdf.

